

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Soutien aux actions favorisant l'insertion
sociale et professionnelle par la mobilité -
Attribution de subventions

<div><input checked="" type="checkbox"/> Original</div> <div><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : BC.2021.094

Date de la convocation :
Le 25/05/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 8 JUIN 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIN 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 31 mai 2021

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

PROCURATION :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI

Monsieur LEONETTI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée, depuis plusieurs années, en faveur des actions d'insertion et de mobilité. A ce titre, elle participe financièrement au développement des structures œuvrant sur ces deux champs.

LA FONDATION D'AUTEUIL et REFLETS proposent deux dispositifs permettant de répondre aux problématiques d'insertion sociale des demandeurs d'emploi de longue durée, faiblement qualifiés avec des difficultés de logement et/ou santé, et/ou de mobilité, et/ou familiaux.

La **FONDATION D'AUTEUIL** exerce une mission d'insertion sociale et professionnelle de publics en difficulté sociale par le repérage, l'identification, le traitement des freins à l'emploi.

Elle propose la mise en œuvre d'un Atelier Chantier d'Insertion basé sur la commune de Vallauris dont l'objet est de récupérer, réparer et remettre en état des vélos et Vélos à Assistance Electrique (VAE). Cette action est réalisée par l'emploi de 10 salariés en insertion (pour 3,6 ETP).

Ce chantier d'insertion nommé « les Rayonnants » bénéficiera principalement de fonds dédiés au titre de l'aide aux postes et de l'investissement (par la mobilisation du Fonds pour le Développement).

Il s'inscrit par ailleurs dans un objectif de développement durable lié à la promotion des mobilités actives et inclusives.

REFLETS propose avec son dispositif Mobilis 06 de favoriser la mobilité autonome des publics en démarche d'insertion professionnelle. Cet outil complémentaire est à disposition des référents conseillers et accompagnateurs sociaux dans le montage du parcours d'insertion professionnelle des publics dont ils ont la charge.

Par ce dispositif, les personnes en recherche d'emploi se voient proposer l'accès à une auto-école sociale avec de la formation (code et permis) et la mise à disposition de véhicules dont la nature est étendue cette année à des vélos à assistance électrique.

Les principaux objectifs de ces structures s'alignent sur la stratégie des politiques publiques de l'inclusion sociale et de la mobilité inclusive :

- Assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé des personnes les plus éloignées de l'emploi, en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail (acquisition de nouvelles compétences et qualifications, amélioration des savoir-être, etc.) ;
- Favoriser une (re) mobilisation personnelle et professionnelle, une découverte des métiers, un (ré) apprentissage de la vie professionnelle permettant d'accroître leur employabilité ;
- Proposer un apprentissage individualisé renforcé au code de la route et à la conduite de véhicule aboutissant au passage du BSR et/ou du permis B ;
- Mettre à disposition des voitures, scooters et expérimenter des mobilités plus vertueuses telles que les Vélos à Assistance Electrique (VAE) ;
- Renforcer l'amélioration et l'encouragement des mobilités partagées et des mobilités actives (marche et vélo, notamment) ;
- Renforcer les liens entre l'offre de mobilité et les besoins des publics les plus précaires, avec, grâce à une meilleure connaissance des besoins et de leurs freins, l'adaptation éventuelle de l'offre de mobilité et services associés.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les subventions et mises à disposition de matériel suivants :

	Budget total de l'action 2021	Montant sollicité à la direction de la Cohésion Sociale en 2021	Montant sollicité à la direction Déplacements Mobilité Transports (DMDT) en 2021	Montant du matériel (VAE, outillage) mis à disposition par la DMDT	Montant proposé en 2021	Ratio Participation financière CASA / budget structure
Fondation d'Auteuil	203 586 €	10 000 €	10 000 €	7 300 €	20 000 €	13,3 %
REFLETS	121 036 €	25 200 €	0 €	8 430 €	25 000 €	25%

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'insertion sociale et professionnelle par la mobilité pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 45 000 €, à répartir comme suit :
 - FONDATION D'AUTEUIL : 20 000,00 €
 - REFLETS : 25 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux acteurs de l'insertion sociale et professionnelle par la mobilité, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 :
 - sur la fonction 523 du Budget de la Direction de la Cohésion Sociale pour 35 000 €,
 - sur la fonction 815 du budget de la Direction Mobilité Déplacements Transports pour 10 000 €.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'insertion sociale et professionnelle par la mobilité pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 45 000 €, à répartir comme suit :
 - FONDATION D'AUTEUIL : 20 000,00 €
 - REFLETS : 25 000,00 €

- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux acteurs de l'insertion sociale et professionnelle par la mobilité, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 :
 - o sur la fonction 523 du Budget de la Direction de la Cohésion Sociale pour 35 000 €,
 - o sur la fonction 815 du budget de la Direction Mobilité Déplacements Transports pour 10 000 €.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 31 mai 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action Les Rayonnants**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour objet de favoriser la formation, l'insertion ou la réinsertion professionnelle de publics en difficulté sociale dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Dans ce cadre, la Direction de la Cohésion Sociale en lien avec les compétences citées précédemment, a lancé un Appel à Projet Cohésion Sociale visant à l'emploi durable et à la qualification des personnes les plus en difficulté du territoire.

L'Action Les Rayonnants portée par la Fondation d'Auteuil à travers cet Appel à Projet, répond aux objectifs de la CASA et ce en lien avec ses différents compétences rappelées ci-dessous.

En effet, étant Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), la CASA est compétente pour organiser les services de transports urbains et non urbains (en lien avec les dernières évolutions réglementaires). Par ailleurs, la loi dite LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) de 2019 vient renforcer l'amélioration et l'encouragement des mobilités partagées et des mobilités actives (marche et vélo, notamment), mais elle vient aussi introduire de nouvelles dispositions législatives dédiées à la mobilité inclusive en attribuant des compétences aux AOM via des mesures destinées à favoriser l'accessibilité des services en matière de mobilité solidaire personnes se trouvant en situation de vulnérabilité économique ou sociale et des personnes en situation de handicap (ou dont la mobilité est réduite). L'organisation de services de mobilité solidaire ou la contribution à leur développement, ainsi que le versement d'aides individuelles à la mobilité figurent ainsi au titre des compétences principales des AOM. En pratique, les aides à la mobilité peuvent prendre plusieurs formes : conseils pédagogiques, information et aide à l'acquisition de compétences, aides financières et solutions matérielles.

Enfin et en lien avec ses compétences en matière de gestion des déchets, la CASA collecte sur son territoire. Elle a transféré le traitement et la valorisation de ces déchets ménagers et assimilés dont les encombrants au syndicat mixte UNIVALOM qui gère les 7 déchèteries du territoire CASA.

Parallèlement et conformément à ses statuts, la FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission d'insertion sociale et professionnelle par le repérage, l'identification, le traitement des freins et par la mise en œuvre de toutes actions et dispositifs visant cet objectif dont notamment les ateliers et chantiers d'insertion.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'activité économique par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion « agent mécanicien cycle » et/ou « vendeur cycle » sur la commune de Vallauris Golfe Juan.

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés et les travailleurs sociaux des C.C.A.S. et des MSD ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour neuf bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice) issus des communes de la C.A.S.A.

Il s'agit d'assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association APPRENTIS D'AUTEUIL sont les suivants :

- Consolider et développer sur le territoire de la C.A.S.A. une offre d'insertion à destination des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion,
- Maintenir une activité économique support d'un accompagnement vers un emploi durable,
- Développer l'employabilité par la mise en situation professionnelle et la formation visant l'acquisition de compétences techniques et psychosociales,
- Sensibiliser les équipes au respect de l'environnement et aux impératifs d'un développement durable

Le chantier d'insertion est prévu pour 3.6 ETP et peut accueillir jusqu'à une dizaine de salariés en insertion.

En parallèle ce chantier d'insertion se fait par le secteur d'activités développé à savoir la récupération, mais aussi la réparation, la remise en état, la revente et la location de cycles visant à répondre aux objectifs de mobilité :

- Promouvoir le mode de déplacements actifs tels que le vélo, durable et moins coûteux pour l'utilisateur ;
- Favoriser l'accessibilité des services en matière de mobilité solidaire des personnes se trouvant en situation de vulnérabilité économique ou sociale

De plus, ce chantier d'insertion vise à récupérer et recycler des vélos afin de répondre aux objectifs :

- Diminuer les déchets et favoriser le recyclage.
- Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire en lien avec la législation en vigueur (Loi Anti Gaspillage et économie circulaire).

Dans ce cadre, une convention avec UNIVALOM, Syndicat Mixte de traitement et de valorisation des déchets sur le territoire CASA est mise en place afin de renforcer ces objectifs. Elle est annexée à la présente convention.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs et mettre à disposition du matériel.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 196 086 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 203 386 €.

Ces produits comprennent en conséquence les coûts liés à la mise à disposition gratuite de matériel de réparation et de location/ de vélos à assistance électrique soit :

- 3 kit d'outillage de base d'une valeur totale de 100 euros HT
- 5 vélos à assistance électrique et ses accessoires (casques, antivols, sacoches doubles, trousses de réparation, pompes à main, gilets fluorescents) pour un coût total de 7 000 euros HT
- 2 pieds d'atelier de réparation d'une valeur totale de 200 euros HT

L'outillage sera utilisé dans le cadre du chantier d'insertion.

Les Vélos à Assistance Electrique pourront être mis à disposition des bénéficiaires pour leur accès au site d'emploi depuis leur domicile, et pour leurs démarches de recherche d'emploi et à celle des encadrants dans le cadre de déplacements professionnels.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 7 300 € HT et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition du matériel (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus, est de 20 000 €.

20 000 € répartis comme suit, 10 000 € dans le cadre des compétences de la CASA sur le champ de l'insertion sociale et professionnelle, via la Direction de la Cohésion sociale et 10 000 € via la Direction de la Mobilité, du Déplacement et des Transports comme autorité organisatrice de la mobilité favorisant l'inclusion des personnes en précarité.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A., en tenant compte du coût de la mise à disposition du matériel (évalué à 7 300 €) s'élève à 27 300 €.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Sur le volet de l'insertion sociale et professionnelle, ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes en CDDI accueillies ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nombre d'étapes significatives franchies sur le volet social (accès à un logement durable, adhésion à des soins, accès à une reconnaissance RQTH...) ;
- Niveau de qualification des encadrants ;
- Taux d'encadrement des stagiaires.

Sur le volet de mobilité, ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jours des VAE CASA mis à disposition des salariés du chantier ;
- Nombre de jours des VAE CASA mis à disposition des encadrants ;
- Nombre de sessions de sensibilisation à la mobilité durable et aux bienfaits généralisés du vélo (qualité de l'air, santé, pouvoir d'achat) ;
- Nombre d'ateliers de réparation ;
- Nombre de forum mobilité ;
- Nombre de rencontres inter-entreprises avec les salariés du chantier.

Sur le volet des déchets, ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de vélos récupérés en déchèteries ;
- Nombre de vélos récupérés lors de la collecte des encombrants ;

- Nombre de vélos recyclés ;
- Quantité de déchets non recyclés et ramenés en déchèteries ;
- Nombre de jours de sensibilisation/d'actions pédagogiques menés devant ou dans les déchèteries.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi (comprenant notamment UNIVALOM et les Directions de la CASA : celle de la Cohésion Sociale, celle de la Mobilité, Déplacements et Transports, ainsi que celle d'Envinet) organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

Un état des lieux sera également réalisé en début et en fin de convention. Il concernera le matériel mis à disposition par la Direction Mobilité Déplacements Transports afin d'opérer un suivi qualitatif notamment en terme d'amortissement et quantitatif.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.

- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Par ailleurs, elle peut également récupérer tout ou partie du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes et la reprise du matériel appartenant à la Direction Mobilité Déplacements Transports.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion Sociale et à
la Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	13753	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	65500
Prestations de services	0		
Achats matières et fournitures	10000	74- Subventions d'exploitation ¹¹	126785
Autres fournitures	3753	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) La Directe	73588
61 - Services extérieurs	13983	-Modularisation	5000
Locations	11821	-	
Entretien et réparation	1500	Région(s) :	
Assurance	603	-	
Documentation	59	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	20831	-CG Fonctionnement	9865
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4000	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	1000	-CASA Dir Cohésion Sociale	10000
Déplacements, missions	2000	G ommune(s) :	
Services bancaires, autres	13831	-CASA Dir Mob. Depl Transp.	10000
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	143718	-	
Rémunération des personnels	94854	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	48864	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	18332
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	3801	78 – Reprises sur amortissements et provisions	3801
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	196086	TOTAL DES PRODUITS	196086
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	7500	87 - Contributions volontaires en nature	7500
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	7500	Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	7500
TOTAL	203586	TOTAL	203586
<p>La subvention de 20000 € représente 10,20 % du total des produits :</p> <p>(montant demandé/total des produits) x 100.</p>			

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION REFLETS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée REFLETS régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la promotion de la formation comme moyen d'un développement concerté de l'individu et du citoyen, dont le siège social est situé 2, place De Gaulle – 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Patrick BOERO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **REFLETS**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, REFLETS exerce notamment une mission d'insertion sociale et professionnelle relative à l'exercice de cette compétence.

Aussi, étant Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), la CASA est compétente pour organiser les services de transports urbains et non urbains (en lien avec les dernières évolutions réglementaires). Par ailleurs, la loi dite LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) de 2019 vient renforcer l'amélioration et l'encouragement des mobilités partagées et des mobilités actives (marche et vélo, notamment), mais elle vient aussi introduire de nouvelles dispositions législatives dédiées à la mobilité inclusive en attribuant des compétences aux AOM via des mesures destinées à favoriser l'accessibilité des services en matière de mobilité solidaire personnes se trouvant en situation de vulnérabilité économique ou sociale et des personnes en situation de handicap (ou dont la mobilité est réduite). L'organisation de services de mobilité solidaire ou la contribution à leur développement, ainsi que le versement d'aides individuelles à la mobilité figurent ainsi au titre des compétences principales des AOM. En pratique, les aides à la mobilité peuvent prendre plusieurs formes : conseils pédagogiques, information et aide à l'acquisition de compétences, aides financières et solutions matérielles.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association REFLETS intervienne avec une action d'accompagnement à la mobilité, par le biais de son dispositif Mobilis 06.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, REFLETS s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, son dispositif Mobilis 06, qui est une plateforme d'accompagnement à la mobilité au profit de 80 bénéficiaires.

L'objectif principal est de favoriser la mobilité autonome des publics en démarche d'insertion professionnelle. C'est un outil complémentaire à disposition des référents conseillers et accompagnateurs sociaux dans le montage du parcours d'insertion professionnelle des publics dont ils ont la charge, par le biais de différentes étapes :

- Pour 60 personnes, l'accueil, l'information et l'accompagnement ; l'évaluation individuelle de mobilité et l'orientation vers le dispositif le plus adapté aux caractéristiques du public ; la formation à la mobilité préalable à l'autonomie, et ceci, à partir de modules portant sur l'accès à des événements (Forum emploi, découverte des métiers etc...), l'organisation d'ateliers spécifiques liés aux difficultés des publics.

En outre la CASA pourra s'appuyer sur la plateforme Mobilis 06 pour permettre à toute personne positionnée sur une action d'insertion sociale et professionnelle d'acquérir les prérequis à une mobilité autonome.

- Pour 30 personnes, proposer un apprentissage individualisé renforcé au code de la route et à la conduite de véhicule aboutissant au passage du BSR et/ou du permis B.

- Pour 15 personnes, la mise à disposition de véhicules si besoin (scooter ou voiture).

- Pour 5 personnes, la mise à disposition de vélos à assistance électrique.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REFLETS pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 121 036 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 129 466 €

Ces produits comprennent en conséquence les coûts liés à la mise à disposition gratuite de matériel de réparation et de location soit :

- 1 kit d'outillage de base d'une valeur totale de 25 euros HT
- 6 vélos à assistance électrique et ses accessoires (casques, antivols, sacoches doubles, trousse de réparation, pompes à main, gilets fluorescents) + 1 porte bébé pour un coût total de 8 405 euros HT

ARTICLE 4 : ASSURANCE

REFLETS reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A., hors coût de la mise à disposition du matériel (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus, est de 25 000 € sur le champ de l'insertion sociale et professionnelle via la Direction de la Cohésion sociale.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A., en tenant compte du coût de la mise à disposition du matériel via la Direction Mobilité Déplacements Transports comme Autorité Organisatrice de la Mobilité favorisant l'inclusion des personnes en précarité. (Coût évalué à 8 430 €) s'élève à 33 430 € au total.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRE ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

➤ REFLETS s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif intermédiaire de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Sur le volet de l'insertion sociale et professionnelle, ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Les différentes formes de travail en collaboration avec les partenaires sur le territoire (information collective, participation à des actions communes, mutualisation des outils et savoir-faire autour de projet...);
- Le détail des typologies des publics accueillis sur la plateforme (âge, statut sur le marché de l'emploi, niveau scolaire, prescripteurs...);
- Le détail par communes et par quartiers prioritaires des demandeurs d'emploi accueillis;
- Le nombre de demandeurs d'emploi accueillis sur les mesures (avec précision pour les demandeurs d'emploi 16-25 ans reçus par la Mission Locale et/ou l'équipe de prévention de la CASA et les orientations par les référents P.L.I.E.);
- Le nombre de codes, permis B et BSR obtenus;
- Le nombre de présentations à l'examen.

Sur le volet de mobilité, ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de demandeurs d'emploi accueillis disposant d'un VAE et pour quelle durée (nombre de jours, mois) ;
- Après période de prêt, nombre de demandeurs d'emploi accueillis souhaitant acquérir un VAE et ayant acquis un VAE ;
- Après période de prêt, nombre de demandeurs d'emploi accueillis souhaitant acquérir un VAE mais ne pouvant pas acquérir un VAE (raisons financières ou autres freins) ;
- Après période de prêt, nombre de demandeurs d'emploi accueillis ne souhaitant pas acquérir un VAE (raisons financières ou autres freins) ;

➤ La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par REFLETS et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final–Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par REFLETS.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ REFLETS devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

REFLETS s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association REFLETS remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association REFLETS est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-

ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association REFLETS, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

REFLETS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

REFLETS et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association REFLETS s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association REFLETS,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville

Patrick BOREO

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

STRUCTURATION DU FINANCEMENT			
Nom de l'organisme: REFLETS pour la plateforme MOBILIS 06			
CHARGES	BP 2021	PRODUITS	BP 2021
CHARGES DIRECTES			
60 – Achats	7 367 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	11 200 €
Prestations de services			11 200 €
Achats matières et fournitures	4 902 €	74- Subventions d'exploitation[2]	109 836 €
Autres fournitures	2 465 €	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	18 685 €	Politique de la ville QPV Vallauris	8 000 €
Locations	8 435 €	Droit commun :	
Entretien et réparation	1 700 €	Etat :	
Assurance	8 550 €	-	
Documentation		Région(s) : PACA	
62 - Autres services extérieurs	1 144 €	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) : Alpes Maritimes	29 000 €
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	210 €	Intercommunalité(s) : EPCI[3]	
Services bancaires, autres	934 €	-Agglomération Sophia Antipolis	25 200 €
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	82 837 €	- CAF	
Rémunération des personnels,	57 986 €	Fonds européens : DIRECCTE Marseille	11 800 €
Charges sociales,	24 851 €	L'agence de services et de paiement	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics : Pôle emploi	10 720 €
		Autres privées : fonds propres	27 116 €
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	11 003 €		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	121 036 €	TOTAL DES PRODUITS	121 036 €
86- Emplois des contributions volontaires	9 000€	87 - Contributions volontaires en nature	9 000€
TOTAL	130 036 €	TOTAL	130 036 €

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 31/05/2021
Numéro : BC_2021_094
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien aux actions favorisant l'insertion sociale et professionnelle par la mobilité - Attribution de subventions
Matière : 7.5 - Subventions

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 6RRNvvh

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/06/2021
Identifiant : 006-240600585-20210531-BC_2021_094-DE

Acte reçu

Date : 31/05/2021
Numéro interne : BC_2021_094
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien aux actions favorisant l'insertion sociale et professionnelle par la mobilité - Attribution de subventions
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210531-BC_2021_094-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_094-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_094-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_094-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_094-DE-1-1_5.PDF

N